

Madame la DASEN, Monsieur le Président du Conseil Départemental, Monsieur le Préfet,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Imaginons une société où, pour des postes de Préfet des Landes, de DASEN des Landes, les personnes postulent sans diplôme spécifique, lors d'un entretien en 30mn chrono ! Suffit il de mettre des gants blancs à une cérémonie officielle pour être Préfet ? D'avoir lu Victor Hugo pour être prof de lettres ? Cela paraît surréaliste... mais l' Education Nationale l'a fait ! Face à la crise d'attractivité, le ministère a eu une «bonne» idée : recruter des enseignants d'autres matières pour enseigner le français après un simple entretien d'une demi heure! Comment tout faire, sauf revaloriser les salaires et améliorer les conditions de travail ! Quel mépris pour nos métiers, mais aussi les élèves et leurs familles !

Ce CDEN se tient alors, qu'en début de semaine, les températures avoisinaient les 40 degrés sur notre territoire. Des scientifiques aux organisations syndicales dont la nôtre, en passant par des associations, les voix sont nombreuses et majoritaires pour alerter, depuis plusieurs années maintenant, sur la récurrence et les effets de ces périodes de canicule et pourtant... dimanche 29 juin, alors qu'un dôme de chaleur est annoncé depuis quelques jours, le ministère utilise la méthode Coué et diffuse finalement un communiqué de presse qui nous rappelle les grandes heures du Covid. Informations de dernière minute, recommandations déconnectées de la gravité de la situation et des réalités...y a-t-il quelqu'un qui pense sérieusement dans ce ministère que toutes nos écoles et établissements possèdent au moins une salle rafraîchie ?! Dans la désorganisation la plus totale, des décisions de fermetures d'écoles sont prises, en collège et en lycée, et dimanche soir, le ministère a semblé découvrir qu'il y a encore des examens, ou encore que des enseignant-es sont de correction de copie. Des examinateurs ont été remplacés suite à des malaises, des vomissements et des arrêts maladie nous sont remontés. L'accueil des élèves a été compliqué du fait de la chaleur et du manque d'anticipation.

Depuis 2019, la FSU alerte sur l'état du bâti scolaire en France, gageons que l'épisode de chaleur de ce début de semaine amène à écouter la science et agir. La FSU avec d'autres organisations syndicales au sein de l'Alliance Écologique et Sociale a lancé une campagne autour du bâti scolaire et demande le financement et la mise en œuvre d'un plan national de rénovation, qui nécessite la mobilisation commune de l'État et des collectivités territoriales parce qu'il y a urgence. Ces investissements doivent permettre de répondre aux exigences thermiques inscrites dans un décret et permettre d'assurer la continuité et l'égalité d'accès à un service public de qualité. C'est un enjeu d'avenir et de santé publique.

Les Assises de la santé scolaire étaient annoncées comme un tournant majeur pour répondre à l'aggravation du mal-être des élèves et aux difficultés croissantes rencontrées dans les établissements. Pourtant, les propositions dévoilées par Élisabeth Borne sont loin d'être à la hauteur des enjeux. La FSU reste mobilisée et vigilante quant aux suites des propositions faites par la ministre. En l'état, les conséquences seront encore plus délétères pour les personnels infirmiers dans l'exercice de leurs missions dans le premier degré comme dans le second degré.

Les élèves vont mal, les personnels santé sociaux sont débordés, diluer les moyens n'est pas une réponse acceptable. La FSU dénonce une occasion manquée, entre mesures légères, réponses inadaptées et manque criant de moyens.

Sur un autre plan, le maintien de la baisse de 10 % de la rémunération en congé maladie ordinaire constitue une mesure emblématique des conséquences de la politique d'austérité sur les femmes. Au-delà de l'injustice qu'elle représente pour toutes et tous, elle frappe plus durement encore les femmes dont les rémunérations sont les plus basses, à temps partiel imposé, exerçant des métiers mal rémunérés. Pire encore, les arrêts maladie ordinaire des femmes enceintes, hors congé maternité et grossesse pathologique, sont soumis à cette baisse, dans une période de la vie où la santé peut être fragilisée et où le besoin de stabilité économique est majeur. Soit les femmes enceintes maintiennent leur activité au péril de leur santé soit elles s'arrêtent au détriment de leur situation économique. C'est inacceptable !

Dans ce contexte national qui ne permet pas d'entrevoir un avenir serein, au niveau du département en cette fin d'année, les équipes sont épuisées par des conditions de travail de plus en plus dégradées, des situations difficiles liées aux moyens de remplacement trop limités entre autres. Le nombre important de reprises à temps partiels thérapeutiques, de fiches SST RPS, d'alertes aux CPC en charge de la régulation scolaire...sont autant d'indicateurs qui devraient être pris en compte pour la dotation des moyens.

De plus, nous nous interrogeons sur le nombre de refus de temps partiels sur autorisation pour la rentrée 2025 : cela ne peut être une solution pour améliorer les statistiques du remplacement l'année prochaine, au détriment de la santé physique et mentale des personnels concernés. De plus, plusieurs écoles craignent une rentrée compliquée avec un taux d'encadrement élevé et des ouvertures auraient été nécessaires dans un autre contexte budgétaire.

Une nouvelle fois, l'Éducation Nationale est endeuillée. Notre collègue, Mélanie Grapinet, AED au collège Dolto de Nogent a été poignardée par un élève, et est décédée peu après des suites de ses blessures. Nos pensées vont d'abord à ses proches, à sa famille, à ses collègues, aux élèves qu'elle a accompagné-es au quotidien tout au long de l'année et à leurs parents. Au-delà, c'est toute la communauté éducative qui ressent douleur et effroi, et qui fait corps avec émotion et solidarité. Notre devoir commun est désormais de construire collectivement les réponses pour que cela ne se reproduise pas. Suite aux diverses déclarations politiques, la FSU considère que ce n'est pas le moment des polémiques, des récupérations politiques et de la surenchère. Nous tenons à rappeler que les personnels des vies scolaires, dont les AED et CPE, jouent un rôle essentiel dans les établissements, et leur mission éducative et d'encadrement de proximité, ne devrait jamais être transformée en vigiles d'établissements.

La question du climat scolaire et de la sécurité des écoles, des collèges, des lycées, des personnels et des élèves nécessite notamment, et en premier lieu, davantage de personnels formés et qualifiés. Le manque de moyens organisé par les gouvernements successifs en termes de personnels a dégradé les conditions d'encadrement et de prise en charge des élèves. Ce manque s'avère encore plus criant dans un contexte où la santé mentale des élèves se dégrade. À l'heure où les arbitrages budgétaires pour 2026 doivent être rendus, nous réaffirmons l'urgence et l'impératif d'avoir des équipes pluriprofessionnelles complètes dans chaque établissement afin de faire un travail éducatif et de prévention efficace.

**Pour la délégation FSU : Lucie Dagès, Cathy Vigneau-Laffargue,
Damien Masson et Nicolas Fayemendy**

